

Un budget pour un Ontario fort et en Pleine croissance

Le cinquième budget équilibré consécutif de l'Ontario met l'accent sur des priorités comme les soins de santé et l'éducation et désigne les réductions fiscales comme la clé du succès en matière de débouchés et de prospérité. Le budget 2003 de l'Ontario souligne les points forts de l'économie de la province et présente des mesures visant à promouvoir la croissance économique, la compétitivité et la création d'emplois soutenues. Il renferme également des dispositions destinées à renforcer et à appuyer le milieu ontarien des affaires.

« Notre plan économique porte fruit, a déclaré Janet Ecker, ministre des Finances. L'Ontario a créé plus d'un million de nouveaux postes depuis 1995 et la croissance de l'emploi demeure en plein essor. Nos taux d'imposition concurrentiels et notre gestion prudente continuent de favoriser la croissance économique. » L'économie de l'Ontario s'est appréciée de 3,8 pour 100 en 2002. La province affiche maintenant un taux de croissance supérieur à celui du pays dans son ensemble depuis les six dernières années. En moyenne, les pronostiqueurs du secteur privé prédisent que l'économie ontarienne connaîtra une hausse de 3,1 pour 100 en 2003 et de 3,8 pour 100 en 2004, ce qui est supérieur aux résultats de n'importe quel pays membre du G-7 pour cette période.

« À une époque où les provinces canadiennes et les États américains sont confrontés à un déficit, nous devons demeurer vigilants, conseille M^{me} Ecker. Nous continuerons de nous concentrer sur l'équilibre budgétaire, la réduction des impôts, la diminution du gaspillage et l'investissement stratégique des deniers publics dans des priorités comme nos hôpitaux et nos écoles. »

Le budget de 2003 accroît de 1,9 milliard de dollars l'investissement du gouvernement dans les soins de santé subventionnés par l'État et accessibles à tous, le portant à 28,1 milliards pour le présent exercice. Le financement de l'éducation pour la prochaine année scolaire atteindra un niveau record de 15,3 milliards de dollars. Ce budget introduit également l'adoption d'un mode de financement de base pluriannuel pour les conseils scolaires, les hôpitaux et les collèges et universités. Il assurera aux organismes du secteur public une certitude de financement accrue sur une période de trois ans.

Les réductions fiscales visant à créer des emplois et à stimuler l'économie demeurent une priorité évidente. Le plan pluriannuel de réduction fiscale du gouvernement, combiné aux mesures proposées dans le budget de 2003, permettront d'offrir aux particuliers et aux entreprises un allègement fiscal d'une valeur totale de 16 milliards de dollars au cours du présent exercice financier. On prévoit qu'en 2003-2004, les recettes fiscales



Janet Ecker, ministre des Finances



Rouler vers de
nouveaux marchés
d'exportation
[page 4](#)



Recherche sur le
cancer : l'Ontario
au premier plan
[page 6](#)



Une planification
stratégique
[page 11](#)



Ouverte aux
affaires :
Chatham-Kent
[page 14](#)



Ontario

suite à la page 5

Les collectivités de l'Ontario sont prêtes pour le développement économique

Les villes et les cités de l'Ontario ne font pas que se reposer sur leurs lauriers. Même si elles sont mondialement reconnues comme des collectivités sécuritaires et modernes qui offrent un niveau de vie élevé, les municipalités ontariennes continuent d'améliorer leur situation économique et d'accroître leurs succès.

Lors de son récent congrès annuel, l'Economic Developers Council of Ontario (EDCO) a tenu une série de séminaires pour aider les collectivités et les entreprises à améliorer



De gauche à droite : Robert Smith, président de l'EDCO; David Turnbull, ministre associé de l'Entreprise, des Débouchés et de l'Innovation, et Frank McKenna, associé de McInnes Cooper et ancien premier ministre du Nouveau-Brunswick

leurs stratégies d'investissement. Sous le thème « Êtes-vous prêt à réévaluer votre façon de faire des affaires? », les conférences traitaient de différents sujets dont les suivants : accroître le tourisme et les investissements hôteliers, attirer des immigrants et des entreprises du secteur industriel, évaluer l'impact d'avantages comparables sur les autres collectivités et élaborer un plan d'exportation.

David Turnbull, ministre associé de l'Entreprise, des Débouchés et de l'Innovation, était l'un des principaux conférenciers du congrès. « En 1995, le gouvernement ontarien a dû revoir comment on faisait des affaires en Ontario, a-t-il déclaré. Aujourd'hui, je suis fier de dire que l'Ontario a élaboré une culture basée sur l'innovation et la compétitivité et qu'il s'est fortifié et développé. L'Ontario possède la huitième économie en Amérique du Nord et, en ce moment, notre croissance économique devance celle de tous les pays du G-7. » M. Turnbull a applaudi d'une part le leadership des délégués, qui provenaient principalement du secteur du développement économique municipal, et d'autre part les collectivités ontariennes pour leurs efforts énormes en matière d'accroissement économique. « Ces réussites permettent non seulement de consolider les collectivités au sein desquelles vous œuvrez, mais également tout l'Ontario », a-t-il affirmé.

« Le 46^e congrès annuel de l'EDCO a connu un succès incroyable », a déclaré Robert Smith, président de l'Economic Developers Council of Ontario. « Puisque le parrainage est l'une des clés du succès de tout congrès, l'EDCO remercie le ministère de l'Entreprise, des Débouchés et de l'Innovation pour son soutien. »

L'EDCO est la plus importante association de professionnels en développement économique au Canada. Parmi ses membres on compte des professionnels des milieux municipal, commercial et du développement économique, des fonctionnaires et des représentants d'entreprises touristiques, commerciales et industrielles. De plus, l'EDCO met à la disposition des professionnels en développement économique, un réseau qui facilite les échanges d'idées et qui encourage, aide et entretient la prospérité économique au sein des collectivités ontariennes.

Pour de plus amples renseignements, consulter le site www.edco.on.ca ou composer le 519 941-8815.

Mission commerciale ontarienne en République tchèque et en Hongrie

Les entreprises ontariennes qui visent à fournir des produits et des services reliés à l'expansion du réseau de métro en Europe ont reçu un coup de main lorsque le ministre de l'Entreprise, des Débouchés et de l'Innovation, Jim Flaherty, s'est rendu en République tchèque et en Hongrie en janvier.

Puisque Prague et Budapest rénovent toutes deux leur réseau de métro, le ministre a profité de sa participation au Forum économique mondial pour faire un arrêt dans ces deux capitales d'Europe orientale afin de leur recommander les entreprises ontariennes, particulièrement celles qui œuvrent dans le domaine du développement des infrastructures municipales.

« Les liens entre les entreprises ontariennes et leurs partenaires dans le monde sont vitaux pour la prospérité de tous les Ontariens, a déclaré M. Flaherty. Nous déployons beaucoup d'énergie à trouver de nouveaux partenaires pour s'assurer que la croissance et la création d'emplois se poursuivent chez nous. »

À Prague, M. Flaherty a rencontré le ministre tchèque de l'Industrie et du Commerce afin de discuter des moyens visant à accroître les échanges et la coopération économiques entre les deux parties et à établir de meilleurs liens entre leurs entreprises. Il s'est également adressé aux membres influents du milieu des affaires tchèque lors d'un déjeuner à la Chambre de Commerce du Canada pour faire la promotion des intérêts ontariens auprès d'importants décideurs.

De plus, le ministre a rencontré le maire de Budapest et a rendu visite à deux entreprises ontariennes à Oroszlany, en Hongrie, soit la nouvelle usine de pointe en matière de technologie des membranes de Zenon Environmental et l'usine de fabrication de pièces automobiles Weslin.



Jim Flaherty, le ministre de l'Entreprise, des Débouchés et de l'Innovation, est interviewé par un journaliste pendant sa visite de l'usine de pièces automobiles Weslin à Oroszlany, à l'extérieur de Budapest, dans le cadre de sa récente visite en République tchèque et en Hongrie.

Grâce au budget 2003 de l'Ontario, notre gouvernement poursuit sa prestigieuse tradition de gestion fiscale prudente, de budgets équilibrés, d'impôts réduits et d'investissements stratégiques dans des priorités comme les soins de santé, l'éducation et un environnement sain. Le budget, déposé par Janet Ecker, ministre des Finances, met en évidence un fait clair : le plan économique de l'Ontario porte fruit.



L'Ontario a créé plus d'un million de nouveaux emplois nets depuis 1995, dont 228 000 au cours des 12 derniers mois seulement. Les éléments fondamentaux que nous avons mis en place ont permis à l'Ontario de se relever plus rapidement et avec plus de vigueur que ses partenaires commerciaux du G-7 à la suite des attentats terroristes du 11 septembre. En outre, notre excellent rendement économique de l'an dernier s'avère une base solide pour une croissance soutenue.

Les réductions fiscales constituent un élément clé de ce budget qui honore l'engagement du gouvernement à réduire d'une tranche supplémentaire de 20 pour 100 l'impôt sur le revenu des particuliers. Par exemple, une famille de quatre personnes dont le revenu se chiffre à 60 000 \$ économiserait 2 125 \$ d'impôt provincial cette année. Nous prenons également les prochaines mesures en vue d'une réduction pluriannuelle de l'impôt sur le revenu des sociétés. Nous savons que des taux d'imposition des entreprises moins élevés attirent les investissements et que l'accroissement de la productivité et la création d'autres emplois passent par une augmentation des investissements en capital.

Tout comme au cours des exercices précédents, notre gouvernement investit des sommes record dans la santé et l'éducation, y compris le perfectionnement des compétences. Prenant un engagement historique, nous investirons, au cours des dix prochaines années, un milliard de dollars dans l'établissement du nouvel Institut ontarien de recherche sur le cancer, qui tablera sur la position dominante de l'Ontario dans ce domaine.

Nous proposons des initiatives clés visant à aider les aînés, les soignants, les familles et les enfants. Nous veillerons à ce que les collectivités ontariennes soient non seulement fortes, mais également sûres. Pour améliorer l'état de l'environnement, nous prendrons notamment des mesures d'assainissement des eaux et créerons un nouveau centre d'excellence pour les énergies de remplacement qui aura pour mission de mettre au point des sources d'énergie fiables, abordables et écologiquement durables.

Notre gouvernement vise un objectif bien précis. Nous désirons l'économie la plus performante et la meilleure qualité de vie en Amérique du Nord et nous continuons de prendre les décisions et d'effectuer les investissements nécessaires pour y arriver. Nous sommes persuadés que les Ontariens et Ontariennes continueront de profiter de la prospérité de leur province et des nombreux choix et débouchés qu'elle leur offre.

Le ministre de l'Entreprise, des Débouchés et de l'Innovation,
Jim Flaherty

Rouler

vers de nouveaux marchés d'exportation

MedCaster est en position de tête en tant que nouvel exportateur grâce à des produits novateurs et à une stratégie d'exportation clairement définie. L'entreprise ontarienne de Cambridge est bien placée pour s'emparer d'une part importante du marché des roulettes sans entretien destinées au matériel médical, qui représente plusieurs millions de dollars.

Entreprise : MedCaster
Emplacement : Cambridge
Secteur : Fabrication du matériel médical
Site Web : www.medcasters.com
Ontario Export inc. : www.ontarioexportsinc.com



Dans les hôpitaux modernes où presque tout est portable, les produits MedCaster sont fixés aux lits, aux lève-personnes, aux chariots des salles d'opération, aux tomographes et à bon nombre d'autres appareils. De nombreux hôpitaux utilisent habituellement des roulettes industrielles standard qui finissent par être défectueuses en raison de la corrosion causée par les nettoyages à la vapeur fréquents.

Les produits de MedCaster sont conçus avec un souci pour l'ergonomie. De plus, ils sont scellés pour prévenir la corrosion et réduire les coûts d'entretien. La nouvelle gamme de produits de la société est le fruit de R-D approfondie dans le but d'obtenir des roulettes longue durée spécialement conçues pour le marché médical. MedCaster fait appel aux services d'Ontario Export inc. pour rouler vers le marché américain et pour planifier une future campagne destinée à pénétrer de nouveaux marchés au Chili et en Europe.

« On nous a attribué le mandat de desservir en roulettes le marché nord-américain du matériel médical », a déclaré Mike Titizian, directeur général de MedCaster et directeur général de l'exploitation à la société mère, Colson Casters Limited, à Cambridge. « Vers la fin de 2003, nous aurons une équipe de cinq personnes en charge de l'expansion de MedCaster. Le marché mondial possède un potentiel à long terme de près de 100 millions de dollars. »

MedCaster est devenue prête à exporter assez rapidement. Elle est tout d'abord devenue membre de l'Association of Ontario Medical Manufacturers vers le milieu de 2001, où les

responsables ont rencontré Patricia Cosgrove, conseillère en commercialisation chez Ontario Export inc. (OEI), l'agence de promotion du commerce du gouvernement de l'Ontario.

« Elle nous a suggéré de participer à un salon commercial aux États-Unis, a affirmé M. Titizian. Notre voyage au MedTrade à Atlanta l'automne dernier s'est avéré très productif. Nous commençons dans l'exportation, mais avec l'aide d'OEI nous avons obtenu le nom de 45 clients éventuels pour le marché américain, 16 pour d'autres pays et même une douzaine pour le marché intérieur. Cela est venu appuyer tout le travail que nous avons fait dans l'année. Nous sommes revenus en cherchant quelqu'un à embaucher. »

MedCaster a aussi été initiée à une pratique courante en exportation qui consiste à engager des représentants de fabricant pour prendre en charge les ventes à l'exportation. M^{me} Cosgrove, d'OEI, aide maintenant M. Titizian à trouver des représentants convenables au sein des nombreux marchés régionaux des É.-U.

De concert avec OEI, MedCaster prévoit assister à plusieurs autres salons commerciaux de produits médicaux aux États-Unis en 2003. OEI la soutient aussi dans ses efforts pour percer de nouveaux marchés au Chili, où OEI a un conseiller sur place, et en Europe.

« Grâce aux services d'Ontario Export inc., nous avons pu pénétrer le marché deux fois plus vite, a affirmé M. Titizian. Elle nous a fourni des renseignements opportuns et un soutien logistique — qui voit, quand les voir, etc. — qui nous ont été très précieux. »

Un budget pour un Ontario...

dépasseront de 16 milliards de dollars le niveau atteint avant que le gouvernement actuel ne commence à réduire les impôts. Le plan de réduction de l'impôt sur le revenu des sociétés de l'Ontario se déroule comme prévu (voir l'encadré). Le budget propose de réduire de 10 pour 100 l'impôt sur le capital à compter du 1^{er} janvier, en vue de l'éliminer complètement au moment où le gouvernement fédéral supprimera également le sien.

La croissance saine devrait se poursuivre, si l'on tient compte de la hausse prévue de l'emploi qui pourrait atteindre 3,5 pour 100 cette année et l'an prochain, de l'augmentation attendue des investissements réels des entreprises (4 pour 100 en 2003 et 6,5 pour 100 en 2004) et des 160 000 mises en chantier supplémentaires prévues au cours des deux prochaines années. Les importations de l'Ontario devraient augmenter davantage que les exportations cette année (4,5 et 3,1 pour 100 respectivement), grâce au maintien de la demande intérieure qui demeure plus ferme en Ontario qu'aux États-Unis. Au fur et à mesure que l'économie américaine se renforcera en 2004, les importations et les exportations devraient suivre le même rythme (5,6 et 5,5 pour 100 respectivement).

« Notre gouvernement comprend que pour mettre en place un contexte commercial favorable à l'investissement, à la création d'emplois et à la prospérité, il faut des investissements sectoriels stratégiques, un appui à l'innovation, des marchés financiers solides et des programmes de perfectionnement des compétences dynamiques, affirme M^{me} Ecker. Le gouvernement propose de modifier le crédit d'impôt de l'Ontario pour les entreprises parrainant les instituts de recherche afin d'accroître la compétitivité de l'Ontario au chapitre de la recherche-développement (R-D). Il consacra 625 millions de dollars à des investissements considérables dans des secteurs

importants comme celui de l'automobile.

De cette somme, 500 millions de dollars serviront à appuyer des innovations industrielles et à transformer de nouvelles idées en produits de prochaine génération. Le budget propose également l'adoption de nouvelles mesures importantes qui faciliteraient l'accès au capital-risque pour les entreprises en croissance.

Le milieu ontarien de la recherche prendra de l'expansion et se renforcera grâce à l'engagement du gouvernement d'investir 20 millions de dollars sur cinq ans pour la création d'un nouveau centre d'excellence des énergies de remplacement. Ce centre coordonnera des recherches appliquées et des projets de commercialisation touchant des technologies énergétiques plus efficaces et plus respectueuses de l'environnement. En outre, le gouvernement tablera sur les forces de l'Ontario à titre de chef de file en recherche sur le cancer et investira un milliard de dollars sur dix ans destinés à l'établissement de l'Institut ontarien de recherche sur le cancer.

En 2003-2004, le gouvernement investira quelque 3,2 milliards de dollars, y compris les transferts fédéraux, dans l'infrastructure de la province. De cette somme, un milliard servira à renouveler et à développer le réseau routier ontarien, 359 millions seront investis dans l'aide aux transports en commun (notamment un nouveau réseau de transport rapide par autobus dans la région du grand Toronto), 608 millions de dollars dans l'infrastructure locale et municipale ainsi que 504 millions dans les hôpitaux et des initiatives d'immobilisations communautaires de santé et de soins de longue durée.

« Le budget de 2003 fait en sorte que nous demeurions sur le chemin de la prospérité », a indiqué M^{me} Ecker.

Réduire l'impôt des sociétés pour créer des emplois et stimuler l'économie

Le budget 2003 de l'Ontario confirme l'engagement du gouvernement à prendre les mesures ci-dessous.

- Réduire le taux d'imposition des petites entreprises pour le faire passer à 5 pour 100 le 1^{er} janvier 2004 et à 4 pour 100 le 1^{er} janvier 2005. Plus de 125 000 entreprises profiteront de cette mesure. Le seuil de revenu sous lequel le taux d'imposition s'appliquera passera à 360 000 \$ le 1^{er} janvier 2004 et à 400 000 \$ en 2005.
- Réduire le taux d'imposition des sociétés des secteurs de la fabrication et de la transformation pour le faire passer à 10 pour 100 le 1^{er} janvier 2004, puis à 9 pour 100 le 1^{er} janvier 2005 et à 8 pour 100 le 1^{er} janvier 2006.
- Réduire le taux général d'imposition des sociétés pour le faire passer à 11 pour 100 le 1^{er} janvier 2004, à 9,5 pour 100 le 1^{er} janvier 2005 et à 8 pour 100 le 1^{er} janvier 2006.

Le budget propose de réduire les taux d'imposition du capital de dix pour cent à compter du 1^{er} janvier 2004 et le gouvernement fédéral s'engage à éliminer l'impôt sur le capital en même temps qu'il supprimera le sien.

Brillants antécédents de l'Ontario en matière d'investissement dans la recherche et le développement industriels

- De 1995 à 2000 (plus récentes données disponibles), les investissements en recherche et développement en Ontario ont augmenté de plus de 50 pour 100, pour atteindre 797 \$ par habitant, soit une somme plus élevée que dans toutes les autres provinces.
- Ce sont les collèges et les universités de l'Ontario qui réussissent le mieux à attirer les investissements dans la recherche et le développement industriels. En effet, ils représentent près de 11 pour 100 de toute la R-D effectuée dans le secteur ontarien de l'enseignement supérieur, soit une proportion plus élevée que dans toutes les provinces canadiennes.
- Les plus récentes données (2000) indiquent qu'au Canada, près de 60 pour 100 de la R-D industrielle s'effectue en Ontario. L'Ontario a attiré près de trois milliards de dollars en investissements internationaux cette année-là, ce qui représente près d'un tiers de toute la R-D réalisée dans cette province et la proportion la plus élevée dans l'ensemble du Canada.
- En Ontario les investissements en recherche et développement ont plus que doublé entre 1995 et 2000, augmentant deux fois plus rapidement qu'au cours des cinq années précédentes.

Répondre aux besoins en capital des entreprises en croissance

Le budget de 2003 de l'Ontario propose un certain nombre de mesures visant à améliorer l'accès au capital de risque pour les entreprises ontariennes, notamment :

- des modifications au régime d'imposition des gains en capital dans le but de permettre aux investisseurs ontariens de reporter l'impôt payable sur les gains en capital réalisés sur leurs investissements dans une petite entreprise s'ils les réinvestissent dans une autre petite entreprise ;
- des modifications au Programme des fonds d'investissement des travailleurs de l'Ontario en vue de mieux aider les entreprises qui éprouvent des difficultés à obtenir du capital de risque ;
- des modifications au programme des fonds internationaux de recherche et développement en vue de favoriser l'arrivée de nouvelles sources de capital pour la commercialisation des recherches menées en milieux universitaire et hospitalier.

Recherche sur le cancer : l'Ontario au premier plan

Grâce à des investissements de 100 millions de dollars sur cinq ans, le Réseau ontarien de recherche sur le cancer (RORC) soutient la création de nombreux nouveaux traitements et outils diagnostics. Le véritable potentiel de l'Ontario à titre d'intervenant de premier plan en recherche sur le cancer, tant dans le secteur public que privé, est sur le point de se réaliser.

A mener une nouvelle découverte médicale du laboratoire au patient nécessite plusieurs constantes, dont l'une des plus importantes est l'échange efficace d'information. Que ce soit un chercheur qui recrute des participants pour un essai clinique, un nouveau patient qui désire les plus récents traitements ou un investisseur qui cherche des perspectives de placement en biotechnologie, le Réseau ontarien de recherche sur le cancer accélère la transmission de l'information dans la lutte pour vaincre cette maladie.

« Il s'agit d'une nouvelle initiative unique, déclare le D^r Robert Phillips, PDG du RORC, car elle allie soutien aux essais cliniques, infrastructure et recherche. De plus, elle est financée par l'entremise du ministère de l'Entreprise, des Débouchés et de l'Innovation, ce qui est important. Notre mandat est de tout coordonner pour les patients, les chercheurs et l'industrie. »

Le but du RORC est d'optimiser la recherche transitionnelle, comme des essais cliniques et de laboratoire qui transforment une découverte prometteuse en un traitement ou un outil qui sauve des vies. Le RORC est une partie importante du plan d'innovation du gouvernement ontarien dans le cadre duquel le ministère travaille en partenariat avec les centres de recherche, le secteur privé et les autres gouvernements.

À la fin de 2002, le ministre de l'Entreprise, des Débouchés et de l'Innovation, Jim Flaherty, a annoncé un premier versement de 6 millions de dollars en subventions du Fonds de recherche sur le cancer du RORC à 15 chercheurs ontariens.

« Les spécialistes ontariens en recherche sur le cancer sont parmi les meilleurs au monde, a affirmé M. Flaherty. Le soutien du gouvernement au RORC illustre bien sa volonté de percer dans la lutte mondiale contre le cancer. »

Le financement est orienté vers un large éventail de recherches transitionnelles partout en Ontario, mais surtout vers des approches novatrices à risque élevé qui promettent un fort taux de rendement.

« La démarche soutenue par le RORC consiste à prendre les résultats obtenus dans les laboratoires de l'Ontario et à en faire des traitements et des interventions viables », a déclaré le D^r Phillips, ancien directeur général de l'Institut national du cancer du Canada et chercheur chevronné dans la lutte contre le cancer. « Ce processus peut créer des entreprises dérivées qui généreront de nouveaux emplois et un accroissement de l'activité économique dans la province tout en améliorant les diagnostics et les traitements. »

Le D^r Phillips a souligné que les bénéfices industriels viennent de traitements et de méthodes diagnostiques contre le cancer testés dans le cadre d'essais cliniques réalisés en Ontario. Le procédé accélère l'élaboration de médicaments par les entreprises pharmaceutiques ainsi que celle d'appareils de diagnostic ou de techniques chirurgicales.

La deuxième partie du mandat du RORC comprend le Programme d'essais cliniques qui permet aux centres anticancéreux d'engager le personnel nécessaire pour accroître le nombre de patients qui participent aux essais cliniques dans la province.

« Ce travail relié aux essais cliniques aura également un impact direct sur les traitements reçus par les patients ontariens, soutient le D^r Phillips. Les meilleurs traitements se donnent dans les centres où se déroule la recherche de pointe. Ainsi, une augmentation de la qualité et de la



Jim Flaherty, ministre de l'Entreprise, des Débouchés et de l'Innovation (au centre), et Tony Clement, ministre de la Santé et des Soins de longue durée (à droite), visitent le laboratoire du D^r Jeremy Squire à l'hôpital Princess Margaret de Toronto. Le D^r Squire est l'un des 15 meilleurs chercheurs en Ontario qui a reçu une partie des six millions de dollars de financement provenant du Réseau ontarien de recherche sur le cancer.

fréquence des essais cliniques effectués en Ontario aura une influence évidente sur les soins aux patients. »

Un Réseau de banques de tumeurs, financé par le RORC, favorisera aussi les échanges d'information précieuse en mettant à la disposition des chercheurs des échantillons de tumeur de grande qualité et l'ensemble des données qui s'y rattachent. La banque de tumeurs permettra aux chercheurs d'identifier de nouvelles techniques de ciblage de médicament et de nouveaux traitements contre le cancer et aidera les médecins à élaborer des traitements personnalisés pour leurs patients.

Le dernier volet du mandat du RORC est de créer un réseau d'essais cliniques qui informera les patients et les médecins sur les essais cliniques qui se déroulent en Ontario. Le réseau électronique fournira la liste de tous les

essais cliniques en cours et pourra être interrogé par type de cancer et par région.

« Nous souhaitons que le site Web soit en activité vers la fin du printemps 2003, a déclaré le D^r Phillips. On y trouvera une liste exhaustive d'essais cliniques et des numéros de téléphone de la Société canadienne du cancer, où des spécialistes de l'information fourniront des renseignements précis. »

Dans le récent budget de l'Ontario, un milliard de dollars est prévu pour la création de l'Institut ontarien de recherche sur le cancer. Même si l'institut sera indépendant du RORC, les deux organismes travailleront en étroite collaboration.

Pour information : www.ocrn.on.ca

Le webinaire, un franc succès auprès des chefs de direction des entreprises à croissance exceptionnelle en Ontario

En janvier se tenait le tout premier webinaire, séminaire interactif présenté sur le Web, du gouvernement de l'Ontario, avec la participation du ministère de l'Entreprise, des Débouchés et de l'Innovation, de Hewlett-Packard et de Deloitte & Touche. Organisé par la Direction de l'innovation et du développement des entreprises du MEDI, le webinaire constituait une nouvelle initiative qui visait à soutenir la croissance et le développement des entreprises ontariennes à croissance exceptionnelle. Il semble que c'était la première fois qu'un ministère de l'Ontario, en association avec des entreprises du secteur privé, offrait un atelier en ligne de ce genre.

Le webinaire intitulé Executive Compensation for Winning Management Teams portait sur les équipes de direction gagnantes, un sujet tiré des documents de la série « Les entreprises à croissance exceptionnelle ».

Les participants de la présentation en ligne, faite à partir des bureaux de Hewlett-Packard à Mississauga, étaient des chefs de direction et des présidents d'entreprises à croissance rapide de partout en Ontario. Devant leurs ordinateurs, ils ont pu, grâce à la téléconférence et à une présentation de diapositives en ligne, suivre les discussions d'un groupe d'experts sur les moyens d'attirer et de récompenser des dirigeants talentueux. Les intervenants étaient Ian Cullwick, leader de la pratique nationale et associé chez Deloitte & Touche, Lauren Cuddy d'Innovus Research et John Breakey d'UNIS LUMIN, tous deux PDG, de leurs entreprises respectives.

Les présentateurs ont reconnu que même si l'argent importait grandement, il fallait offrir un mélange d'incitatifs financiers et non financiers, notamment des occasions d'apprentissage et des primes à long terme.

Ensuite, une période de questions a permis à de nombreux participants demeurés en ligne de poser des questions à l'écran dans une « salle de classe virtuelle ».



Les présentateurs du webinaire Ian Cullwick, Lauren Cuddy et John Breakey

Un des participants a déclaré : « La croissance de notre entreprise en est au point critique où l'équipe de direction est véritablement mise sur pied et le système de rémunération est extrêmement important. J'ai obtenu des conseils judicieux au sujet des pratiques courantes, des embûches habituelles et sur la façon dont les autres chefs d'entreprise gèrent ces situations. »

Nouveaux programmes d'études appliquées de niveau collégial

Les étudiants ontariens sont bien placés pour récolter d'importantes récompenses. En effet, l'automne dernier le ministère de la Formation et des Collèges et Universités a approuvé 22 nouveaux programmes d'études appliquées dans 16 collèges de l'Ontario. Cela chiffre à 34 le nombre de programmes postsecondaires approuvés par la ministre depuis mars 2002.

« Pour être compétitif à l'échelle mondiale, l'Ontario doit constamment évaluer les choix éducatifs qu'il offre à ses étudiants », a déclaré Dianne Cunningham, ministre de la Formation et des Collèges et Universités. Elle a ajouté que la nouvelle liste de programmes offre aux étudiants un vaste choix en vue de s'intégrer à la nouvelle économie.

La Loi de 2000 favorisant le choix et l'excellence au niveau postsecondaire permettait à la ministre de la Formation et des Collèges et Universités d'autoriser un collège d'arts appliqués et de technologie à offrir des programmes d'études appliquées. Pendant le projet pilote, les collèges qui soumettaient leur candidature pour offrir de tels programmes étaient évalués par des experts des milieux professionnel et scolaire de la Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire.

La première série de programmes a reçu des étudiants en septembre 2002. Bon nombre des nouveaux programmes commenceront à l'automne 2003.

Voici les 22 nouveaux programmes d'études appliquées.

Baccalauréat en affaires appliquées (comptabilité intégrée et gestion de la technologie de l'information) – Collège Centennial

Baccalauréat en science de l'information appliquée (conception, élaboration et gestion de logiciels) – Collège Centennial

Baccalauréat en technologie appliquée (biotechnologie) – La Cité Collégiale

Baccalauréat en technologie appliquée (technologie de fabrication de pointe : bois et matériaux composites) – Collège Conestoga

Baccalauréat en technologie appliquée (architecture : gestion de projet) – Collège Conestoga

Baccalauréat en service social appliqué (leadership autochtone et développement communautaire) – Collège Confederation

Baccalauréat en arts appliqués (technologie intégrée de l'aménagement des terres) – Collège Fanshawe

Baccalauréat en technologie appliquée (construction et environnement : règlements et conformité) – Collège George Brown

Baccalauréat en affaires appliquées (gestion de la fabrication) – Collège Humber

Baccalauréat en technologie appliquée (design industriel) – Collège Humber

Baccalauréat en technologie appliquée (sécurité et hygiène du milieu) – Collège Lambton

Baccalauréat en technologie appliquée (instrumentation et contrôle) – Collège Lambton

Baccalauréat en arts appliqués (gestion des services sociaux) – Collège Loyalist

Baccalauréat en technologie appliquée (systèmes Internet) – Collège Mohawk

Baccalauréat en technologie appliquée (gestion de la technologie) – Collège Mohawk

Baccalauréat en technologie appliquée (photonique) – Collèges Niagara et Algonquin

Baccalauréat en affaires appliquées (gestion des activités hôtelières) – Collèges Niagara et George Brown

Baccalauréat en technologie appliquée (gestion industrielle) – Collège St. Clair

Baccalauréat en technologie appliquée (microélectronique) – Collège St. Lawrence

Baccalauréat en technologie appliquée (programme de vol) – Collège Seneca

Baccalauréat en technologie appliquée (création de logiciel) – Collège Seneca

Baccalauréat en technologie appliquée (Gestion et analyse de l'environnement) – Collège Sir Sandford Fleming

Les finissants vont acquérir, grâce à ce choix de programmes de qualité, les compétences et la formation supérieure nécessaires pour pouvoir accéder au monde du travail actuel.

Étudiant et patron grâce à Entreprise d'été

Plus l'été approche, plus les jeunes entrepreneurs réfléchissent à ce qu'ils pourront faire de profitable pendant leurs vacances estivales.

Le programme Emplois d'été Ontario a aidé plus de 57 000 jeunes à trouver du travail en 2002. En fait, les 53,1 millions de dollars investis dans cette initiative l'année dernière en ont fait le plus important programme d'emploi des jeunes au Canada.

Le programme Entreprise d'été combine notamment entrepreneuriat et emploi des jeunes, sans oublier la créativité nécessaire pour trouver un concept d'affaires qui occupera un créneau dans la collectivité.

« Il s'agit d'une occasion fantastique pour les jeunes d'acquérir des talents d'entrepreneur et de l'expérience. Entreprise d'été fournit une formation pratique, de l'encadrement et décerne jusqu'à 3 000 \$ pour aider les étudiants entrepreneurs à démarrer et à exploiter leur entreprise d'été », déclare John Martin, chef de l'entrepreneuriat au ministère de l'Entreprise, des Débouchés et de l'Innovation.

Pour Entreprise d'été, élément important de la stratégie Jeunes entrepreneurs, 2003 marque la troisième année d'activité. L'année dernière, plus de 230 étudiants, âgés entre 15 et 29 ans, ont participé au programme après avoir trouvé un concept, rédigé un plan d'affaires détaillé et reçu jusqu'à 1 500 \$ pour les coûts de démarrage (et au plus 1 500 \$ dès le retour à l'école).

L'année dernière, bon nombre des participants ont été enthousiasmés par leur expérience. « Environ une semaine après l'ouverture de mon entreprise, je savais que je voulais être entrepreneur pour le reste de ma vie », affirme Josh Dehaas, propriétaire de The Scoop, une concession de crème glacée à New Liskeard.

Voici d'autres entreprises prospères

- Insane Polishing, fondée par Gregory Banducci de Sault Ste. Marie, offre le polissage des surfaces en aluminium pour les voitures, les camions et les motos.
- WaterWay Paints, créée par Jennifer Dixon de Wallaceburg, offre aux propriétaires de maisons et de commerces situés près de la rivière Sydenham des services de nettoyage sous pression et de peinture de murs brise-lames en métal.

- Winning Strokes, établie par Nicole Kaufman de Listowel, est une école de natation qu'elle dirigeait à partir de sa propre piscine.
- New Wave First Aid, fondée par Shannon Scully de Barrie, ciblait les entreprises dont les employés avaient besoin de formation pour se conformer aux règlements de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail.

« Entreprise d'été s'attend à recevoir 750 demandes et à approuver 250 plans d'affaires par voie de concours. Le 4 avril 2003 est la date limite pour présenter sa candidature », souligne Karim Lila, responsable du programme.

De plus, dans le cadre de la stratégie Jeunes entrepreneurs, le MEDI a commandité le premier Concours ontarien d'élaboration des plans d'affaires à l'intention des élèves du secondaire en octobre 2002. Les juges ont sélectionné 20 plans d'affaires novateurs et stimulants présentés par 31 étudiants (plusieurs étaient des partenariats) de toutes les régions de la province, qui avaient déjà remporté des compétitions locales. Trois gagnants régionaux et un grand champion, Jason Britton de Brantford, ont reçu des bourses.

Des renseignements relatifs à Entreprise d'été et à la stratégie Jeunes entrepreneurs sont offerts sur le site Web du MEDI au www.ontariocanada.com, aux centres d'encadrement des petits entrepreneurs et aux centres d'aide aux nouvelles entreprises (pour les adresses, consulter le www.ontariocanada.com).



Gregory Banducci d'Insane Polishing



Josh Dehaas de The Scoop

Appel à tous les chefs d'entreprises à croissance exceptionnelle : la Foire aux idées 2003 aura lieu les 27 et 28 mai

La neuvième Foire aux idées annuelle aura lieu les 27 et 28 mai au Oakville Conference Centre. Ce forum de discussion constitue une occasion unique pour plus de 200 présidents et chefs de direction d'entreprises ontariennes à croissance exceptionnelle. Pendant deux jours, ils se réuniront afin de partager leur savoir-faire, de discuter des défis que pose le développement rapide ainsi que des possibilités qu'il offre, et d'établir de nouvelles relations d'affaires.

La Foire aux idées est présentée par le ministère de l'Entreprise, des Débouchés et de l'Innovation, en collaboration avec d'importantes sociétés commanditaires. L'édition de cette année est centrée sur le thème de la pensée intelligente (Smart Thinking) et comporte des tables rondes, notamment Smart Alliances (forger des alliances qui procurent un avantage concurrentiel), Smart People (s'entourer des bonnes personnes), Smart Marketing (réussir en mettant ses connaissances en pratique et en tablant sur celles des autres) et Smart Money (maximiser le rendement de ses ressources). La Foire aux idées offre également des réunions d'affaires confidentielles, des ateliers interactifs portant sur des questions commerciales cruciales, des séances plénières et des assemblées publiques locales où seront lancées de nouvelles idées qui stimuleront la pensée des chefs de file. Plusieurs conférenciers dynamiques viendront partager leur expérience sur le chemin de la réussite, notamment Paul Rowan, cofondateur et propriétaire d'Umbra Ltd., et Jay Hennick, fondateur de FirstService Corporation.



« **N**otre gouvernement a mis en place les conditions économiques idéales afin de permettre à toutes les entreprises ontariennes de croître et de prospérer au XXI^e siècle, affirme Jim Flaherty, ministre de l'Entreprise, des Débouchés et de l'Innovation. Les entreprises à croissance exceptionnelles de l'Ontario ont pris conscience des possibilités offertes, ont élaboré des stratégies dynamiques et sont parties en flèche. Ces petites et moyennes entreprises énergiques créent plus d'un tiers des emplois. Leurs dirigeants sont des entrepreneurs, des innovateurs et des chefs de file, et la Foire aux idées leur offre un appui précieux alors qu'ils continuent de renforcer leur entreprise et de créer des emplois pour les Ontariens. »

« Ce sera ma troisième Foire aux idées et cet événement est un incontournable à mon calendrier, explique Kevin Dee, chef de direction d'Eagle Professional Resources Inc. Rien n'égale la possibilité de côtoyer d'autres chefs d'entreprises et je repars toujours avec des idées et de nouvelles relations. »

Le ministère de l'Entreprise, des Débouchés et de l'Innovation définit les entreprises à croissance exceptionnelle comme des sociétés comptant de 20 à 500 employés, qui affichent un taux de croissance minimal de 50 pour 100 (ventes brutes) sur trois ans et dont le siège social se situe en Ontario. Pour s'inscrire à la Foire aux idées 2003 ou pour obtenir de plus amples renseignements, consulter le site www.wisdomexchange.ca ou composer le 416 212-3880.

Une planification stratégique favorisant la croissance commerciale et l'emploi

Welland



La plupart des villes et des régions ontariennes passent par l'élaboration d'un plan de développement économique. Elles examinent attentivement les forces et les faiblesses de leur collectivité, identifient les possibilités de croissance et cernent les contraintes. Elles savent également que le plan qu'elles élaborent n'est pas coulé dans le béton et qu'il doit constamment être évalué et ajusté.

Emanuel Carvalho, vice-doyen de la faculté des arts de l'Université de Waterloo et directeur adjoint de son programme de développement économique, a aidé plusieurs régions de l'Ontario et de l'Est du Canada à dresser des plans de développement économique en prévision de l'avenir. Pour ce faire, il procède à une analyse de la concurrence de leurs collectivités. Il examine chaque secteur commercial et ses sous-secteurs, sépare les avantages concurrentiels des désavantages au moyen de données fournies par Statistique Canada et s'entretient avec les chefs de file de l'industrie, des collectivités et du monde politique. « Si une région connaît ses avantages concurrentiels, elle peut promouvoir les secteurs qui lui procureront la meilleure croissance économique », explique M. Carvalho.

Welland, l'une des 12 municipalités de la région du Niagara, a récemment chargé M. Carvalho de cerner les principaux moteurs de son économie. Bien que la région du Niagara comporte quatre secteurs clés (fabrication, tourisme, services et agriculture), Welland possède des atouts concurrentiels dans deux de ces secteurs (fabrication et services) et a orienté sa stratégie de développement économique dans cette direction.

« Welland a ciblé le sous-secteur des centres d'appels dans le cadre de sa démarche axée sur le secteur des services et a ainsi attiré la société Convergys, qui a créé plus de 700 emplois dans la collectivité », déclare Barbara Fennessy, agente principale de développement des affaires de la Niagara Economic and Tourism Corporation.

Le plan de développement économique de la région du Niagara repose sur les suggestions de ses municipalités, des analyses de la concurrence, des consultations communautaires et l'apport de l'équipe d'investissement de Niagara, qui facilite l'élaboration de stratégies de développement économique. « L'époque du plan quinquennal est révolue, affirme M^{me} Fennessy. Nous devons constamment surveiller l'activité économique et axer nos efforts sur la capacité de croissance économique. »

La ville d'Ottawa s'est dotée d'un plan de développement économique dynamique qui met l'accent sur sept domaines distincts (télécommunications, microélectronique, logiciels et communications, services professionnels, tourisme, sciences de la vie et photonique). Elle a mis en évidence ses forces industrielles et ses atouts économiques, notamment les établissements de recherche, et en tire parti. Elle profite également d'organismes de développement économique actifs et de son fort leadership dans le secteur privé, ce qui n'est pas rare au sein d'un centre technologique.

Ottawa et de nombreuses villes ontariennes étendent la portée de leurs stratégies de développement économique au-delà de la compétitivité sectorielle et se soucient davantage de la qualité de vie en ce qui a trait aux espaces verts, à la disponibilité des transports en commun, aux installations culturelles et aux commodités. Richard Florida, coauteur d'un rapport de recherche publié par l'Institute for Competitiveness and Prosperity, déclare : « Les villes-régions les plus prospères sont celles qui offrent un milieu social ouvert à la créativité et à la diversité de toutes sortes ».

« La capacité d'une région d'attirer des gens créatifs dans le domaine des arts et de la culture et d'être ouverte à des personnes aux origines ethniques et raciales différentes et aux modes de vie différents lui procure des avantages distincts, en créant des innovations, en attirant des industries de pointe dans le but de développer ces secteurs et en stimulant sa croissance économique. »

Iroquois Water:

une source de vie, de profits et de réinvestissements
pour les autochtones d'Akwesasne

Pour les Premières Nations, l'eau représente de nombreuses choses. Dans son essence, elle symbolise la nourriture, la vie et la force. Pour Dan Villeneuve et Ben Benedict, elle représente l'avenir d'une entreprise très prospère.



Brian Coburn (à droite), ancien ministre associé des Affaires municipales et du Logement et maintenant ministre du Tourisme, avec le copropriétaire d'Iroquois Water, Ben Benedict



M. Coburn visite l'usine d'embouteillage d'eau en compagnie de M. Benedict, de Dan Villeneuve (copropriétaire) et de Todd Lalonde.

Entreprise : Iroquois Water Bottling Co.
Secteur : Fabrication
Emplacement : île Cornwall
Téléphone : (613) 932-6739

Les préoccupations du public relatives au risque que présente l'eau potable pour la santé et la sécurité ont amené les deux associés à penser que l'eau embouteillée était à la fois commercialisable et en vogue. En trois années seulement, Iroquois Water a prouvé qu'ils disaient vrai. Après avoir quitté son emploi d'agent des douanes pour devenir président d'entreprise, M. Villeneuve affirme être plus qu'agréablement surpris. « Lors de nos débuts en 1999, nous avions quatre employés et des ventes de 127 000 \$. L'année dernière, nous avions 100 employés à plein temps et les ventes se chiffraient à 30 millions de dollars. »

L'emplacement compte pour beaucoup dans le succès de l'entreprise. « La réserve d'Akwesasne sur l'île Cornwall est un lieu stratégique, affirme Villeneuve. En sept heures de route, nous pouvons atteindre près de 172 millions de personnes. »

L'entreprise étant située à la frontière du plus grand partenaire commercial du pays, les exportations vers les États-Unis comptent pour la majorité de ses ventes. « Nous y expédions 30 semi-remorques chaque jour. »

Villeneuve reconnaît le rôle qu'a joué un investisseur financier important, Cott Beverages, dans la croissance de l'entreprise. « Détenir des actions d'entreprise autochtone sur un territoire autochtone est unique et témoigne de sa confiance. »

L'eau de source est recueillie à deux endroits situés à moins d'une heure d'Akwesasne. Une variété de marques, comme les marques privées Iroquois Water et Akwa, sont préparées à l'usine de pointe de 60 000 pieds carrés construite par les Mohawks et dotée de matériel d'embouteillage de conception allemande automatisée, ultrarapide. Un ajout de 75 000 pieds carrés est presque terminé. Iroquois Water a reçu une subvention de deux millions de dollars pour cette initiative. Un plan quinquennal prévoit d'autres agrandissements qui porteront la superficie des installations à 300 000 pieds carrés.

« Il s'agit de la plus importante usine d'embouteillage autochtone au monde », déclare M. Villeneuve qui est fier de l'effet d'entraînement que la croissance de son entreprise et que l'embauche de personnel ont eu sur l'économie de la région. « Nous avons pu avoir un impact positif sur de nombreuses autres industries, comme celle du camionnage. »

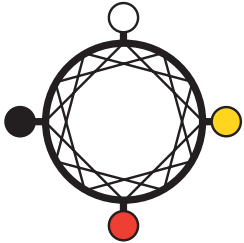
Cott et Iroquois Water réinvestissent activement dans la collectivité. « Le premier championnat autochtone de hockey au Canada a été tenu ici, affirme M. Villeneuve. La majorité de nos travailleurs sont des Mohawks. De plus, nous sommes les principaux commanditaires des programmes de formation en établissement dans la région. » Un programme environnemental dynamique est une richesse à long terme pour la région.

En plus de devenir rapidement un modèle pour d'autres entreprises autochtones, Iroquois Water compte de nombreux succès : mise en nomination pour un prix en commerce international, finaliste pour un prix d'Ontario Export inc. et capacité de faire de l'embouteillage casher. « De nombreuses entreprises autochtones nous ont parlé du développement économique dans leurs collectivités, déclare M. Villeneuve. Nous étudions donc les possibilités d'établir des partenariats. »

Respect, équité et autonomie est la devise d'Iroquois Water. Le succès n'est pas pris à la légère. « Les yeux du Canada sont tournés vers nous et nous avons une énorme responsabilité à partager. »

Partenariats avec des entreprises autochtones

Les entreprises ontariennes intéressées à faire affaire avec des entreprises autochtones peuvent maintenant trouver tous les renseignements nécessaires dans un site Web spécialement conçu à cet effet.



Le site (www.aboriginalbusiness.on.ca) fournit aux PME, aux entrepreneurs, aux collectivités et au secteur des affaires des renseignements opportuns sur le développement économique autochtone en Ontario. Il est aussi utile comme point de départ pour une recherche, car on y trouve plus de 250 liens vers des programmes et des services provinciaux et fédéraux, des initiatives autochtones, des études de cas, des groupes de travail et des forums.

Le site Web est un élément clé de la stratégie « Une économie autochtone plus vigoureuse » du gouvernement ontarien, qui vise à encourager la création d'emplois à long terme et les possibilités de développement économique pour les autochtones de l'Ontario. La stratégie atteint ses objectifs grâce à quatre approches : augmentation des occasions de partenariats entre les autochtones et les entreprises, retrait des obstacles, amélioration de l'accès et création de nouvelles occasions. De plus, elle comprend une structure qui coordonne plus de 30 programmes et initiatives.

Le programme « Partenariat de travail » encourage les partenariats et le réseautage entre les gens d'affaires autochtones et non autochtones à l'aide de forums. Chaque année, les prix d'excellence pour le développement des partenariats dans les communautés autochtones de l'Ontario stimulent aussi les nouvelles initiatives en diffusant des exemples de réussite.

Le site Web présente également la trousse documentaire sur l'établissement de partenariats qui en expose les avantages, en offre des exemples efficaces et présente des communautés autochtones de l'Ontario. De plus, on y trouve des études de cas et une liste de ressources.

Coordonnées : www.aboriginalbusiness.on.ca, www.nativeaffairs.jus.gov.on.ca



www.aboriginalbusiness.on.ca

À tous les exportateurs ontariens !

La cinquième cérémonie annuelle de remise des Prix ontariens d'excellence en commerce international, qui honorent l'excellence à ce chapitre, aura lieu ce printemps. Les cérémonies régionales et provinciales se tiendront aux endroits ci-dessous.

- **27 mars** – Centre Corel (Ottawa) – région de l'Est
- **3 avril** – hôtel Sheraton (Hamilton) – région du Centre
- **10 avril** – Best Western Lamplighter Inn (London) – région du Sud-Ouest
- **17 avril** – Ramada Hotel Inn (Sudbury) – région du Nord
- **14 mai** – hôtel Westin Harbour Castle (Toronto) – Cérémonie provinciale.

Une fois encore, le Forum de l'exportation tiendra une assemblée et des groupes de discussion avec comme modérateurs des

experts en commerce international et des chefs d'entreprise qui partageront leurs stratégies de succès et leurs meilleures pratiques. Une nouveauté cette année, des rencontres personnalisées avec des experts des marchés régionaux et des fournisseurs de services.

Pour obtenir de plus amples renseignements, consulter le site www.ontarioexportsinc.com et regarder sous le titre Commerce international. Les Prix ontariens d'excellence en commerce international sont coordonnés par Ontario Export inc., l'agence provinciale de commerce international, en collaboration avec ses partenaires commerciaux et son principal commanditaire RBC Services internationaux.

Chatham-Kent

Soulignons les débouchés qu'offrent
les municipalités ontariennes

La municipalité de Chatham-Kent, une collectivité guillerette de 110 000 habitants, est située dans le Sud-Ouest de l'Ontario, à environ une heure de Détroit et trois heures de Toronto. Il s'agit d'un mélange pittoresque de grande ville (Chatham : population de 43 000 habitants), de petites villes et de régions rurales qui attirent à la fois les entreprises et les familles.

La région est fière de sa riche histoire en tant que destination du chemin de fer clandestin qui a accueilli des esclaves en fuite avant la guerre de Sécession. Elle est également connue comme le paradis des ornithologues amateurs, puisqu'elle se trouve sur la route de migration de plusieurs espèces d'oiseaux rares.

« Les principaux points forts de Chatham-Kent sont la fabrication et l'agriculture, affirme Aileen Murray, directrice du maintien et de l'attraction des entreprises pour la municipalité de Chatham-Kent. La proximité de Détroit a attiré de nombreux fabricants de pièces automobiles, dont Siemens, Arvin-Meritor, le Woodbridge Group et Autoliv. Nous avons également accueilli des sociétés de logistique, des fabricants de plastique et des centres d'appels et nous cibons activement ces secteurs en vue d'en stimuler la croissance. » La collectivité suscite aussi l'intérêt du secteur des pièces d'avions, grâce à sa main-d'œuvre locale composée de gens de métier formés dans des domaines à forte demande comme la métallurgie de précision.

Afin de s'adapter à cette croissance commerciale, la municipalité aménage actuellement le parc commercial Bloomfield, qui devrait ouvrir ce printemps. « Le parc compte près de 50 hectares de terrain zoné industriel bordant la route 401, explique M^{me} Murray. Nous l'avons conçu de façon à assurer aux locataires une visibilité optimale aux yeux des 40 000 conducteurs qui passent devant chaque jour. »

M^{me} Murray fait également remarquer que Chatham-Kent se trouve au cœur de l'une des zones agricoles les plus riches du Canada et qu'elle produit certaines des récoltes de maïs, de tomates, de fèves de soja et de cultures commerciales les plus importantes au monde. Une récente étude indique que la production agricole crée plus de 16 000 emplois directs et indirects à Chatham-Kent et qu'elle y génère une activité



économique annuelle de l'ordre de deux milliards de dollars. « Nous prévoyons demeurer une collectivité à l'avant-garde du développement agricole », déclare M^{me} Murray.

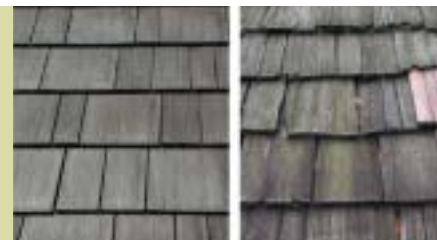
Chatham-Kent cible très activement la croissance commerciale au moyen de son site Web de pointe. Grâce à l'appui du programme l'Ontario branché du ministère de l'Entreprise, des Débouchés et de l'Innovation, ce site offre au monde entier des renseignements détaillés sur Chatham-Kent, son milieu des affaires et ses services. Le site Web comprend également un système d'information géographique, qui permet aux entreprises et aux investisseurs d'obtenir des renseignements à jour sur des sites potentiels à aménager.

« Chatham-Kent a beaucoup à offrir, qu'il s'agisse de secteurs commerciaux prospères, de logements abordables, de collectivités sûres et d'une excellente qualité de vie, soutient M^{me} Murray. Nous faisons appel à des courtiers en immeubles commerciaux pour promouvoir nos avantages auprès de nos secteurs cibles. Nous nous sommes associés au gouvernement provincial afin d'offrir des visites d'information aux responsables de la sélection des sites à aménager. Nous continuerons de promouvoir activement Chatham-Kent comme un emplacement de choix pour les nouveaux investissements commerciaux. »

Consulter le site www.ckforbusiness.com ou composer sans frais le 1 866 542-5994.

Wellington Polymer Technologies vise à faire de Chatham la capitale nord-américaine du bardeau

Lorsque Dan Warrener a décidé de remplacer les bardeaux d'asphalte de sa maison des années 1930 par des bardeaux de fente en cèdre, il n'a trouvé aucune entreprise qui lui offrait de garantie. Il avait entendu parler d'un chimiste à la retraite habitant à Guelph, qui fabriquait à petite échelle des bardeaux de fente ayant l'aspect du cèdre, mais faits de caoutchouc et de plastique. M. Warrener est allé examiner le produit et en a été si impressionné qu'il a acheté l'entreprise, l'a déménagée à Chatham et, après un cours accéléré, s'est lancé dans le commerce des toitures.



Entreprise : Wellington Polymer Technologies Inc.
Secteur : Fabrication
Emplacement : Chatham
Site Web : www.enviroshake.com

C'était en 1998. Aujourd'hui, les Enviroshakes de Wellington Polymer Technology sont fin prêts à remplacer les bardeaux de fente en cèdre. Couverts par une garantie de 50 ans, les Enviroshakes ont l'aspect du cèdre vieilli, mais ils sont plus durables, plus résistants et ne nécessitent aucun entretien. En outre, ils se vendent au même prix, ou moins cher, que les bardeaux de fente en cèdre naturel.

Les Enviroshakes sont faits de déchets agricoles et industriels recyclés. Les 13 ingrédients qui entrent dans leur composition, notamment de la paille de chanvre, des fibres de lin, des plastiques agricoles recyclables et du caoutchouc provenant de pneus automobiles jetés au rebut, en font un produit respectueux de l'environnement, grâce auquel l'entreprise a gagné le tout premier prix d'excellence en innovation décerné l'automne dernier dans le cadre de la remise des prix canadiens d'excellence en agroalimentaire.

« Non seulement nous utilisons des déchets recyclés pour fabriquer nos Enviroshakes, déclare M. Warrener, mais toutes les rognures produites pendant le processus de fabrication sont recyclées et réintégrées dans le système. Il n'y a donc aucun gaspillage. Même le produit final est recyclable », ajoute-t-il.

Grâce à leurs nombreux avantages et à une stratégie de commercialisation bien définie ciblant les architectes et les constructeurs, la popularité des Enviroshakes augmente très rapidement. Wellington Polymer Technology, qui vend actuellement ses produits en Ontario et en Colombie-Britannique, a récemment décroché un gros contrat avec un important distributeur américain qui verra à ce que les Enviroshakes soient utilisés sur les bâtiments bordant toute la côte Est.

L'usine de pointe de la société, d'une superficie de 9 000 mètres carrés, produit des Enviroshakes tous les jours, nuit et jour. Une deuxième chaîne de fabrication entrera en fonction en mai 2003 et doublera la capacité de production de l'usine.

Voilà qui annonce un avenir radieux à Wellington Polymer Technology.

« Nous offrons un produit de qualité supérieure, soutient M. Warrener. Nous avons aussi un emplacement idéal. Chatham nous donne accès à une main-d'œuvre qualifiée, ainsi qu'à des matières premières qui se trouvent à proximité, et nous offre des coûts de revient concurrentiels. La ville est située à une heure de route de Détroit et du vaste marché américain. »

« Nous savons que nous devons continuer à croître et c'est pourquoi nous cherchons activement de nouveaux investisseurs », ajoute-t-il.

Pronexus révolutionne les communications entre les entreprises et leurs clients.

« Pour réussir, il faut se doter d'une stratégie commerciale claire et s'y conformer », affirme Gary Hannah, PDG de Pronexus, une société de conception de logiciels.

Cette méthode a certainement porté fruit pour son entreprise, qui se spécialise dans le domaine en plein essor du couplage téléphonie-informatique (CTI).

Le produit vedette de Pronexus est le VBVoice^{MC} qui a récemment gagné le prix du produit de l'année 2002 décerné par le magazine *Internet Telephony*. Ce produit révolutionne à vue d'œil la façon dont les sociétés communiquent avec leur clientèle en leur permettant notamment d'utiliser des systèmes perfectionnés de réponse vocale interactifs (RVI) à commande vocale.

Comptant seulement deux concurrents, dont un aux États-Unis et l'autre en Suède, Pronexus soutient que le VBVoice^{MC} établit la norme en matière de couplage téléphonie-informatique. Plus de 3 000 clients des quatre coins du monde, notamment de prestigieuses sociétés comme Siemens, FAA, Mitel Networks, AT&T and Fidelity Insurance, partagent cet avis.

Fidelity Insurance, par exemple, a récemment choisi le VBVoice^{MC} comme système RVI pour communiquer avec ses actionnaires. « Bien que nous ayons évalué plusieurs autres solutions avant de choisir cet outil, le choix du VBVoice^{MC} s'est fait tout naturellement pour nous, explique Mark McInnes, analyste principal des systèmes chez Fidelity Mutual. La facilité d'utilisation et l'interface graphique de cet outil sont extrêmement impressionnantes et son environnement Visual Basic nous a permis de tabler sur notre connaissance interne de ce langage de programmation. »

Fondée en 1993, Pronexus a lancé sa toute première version du VBVoice^{MC} en 1994 et est devenue un chef de file du couplage téléphonie-informatique. Deux ans plus tard, la société a été happée par Active Voice de Seattle qui, à son tour, a été achetée en l'an 2000 par Cisco Systems. En 2001, la direction de Pronexus a racheté l'entreprise de Cisco, l'emportant ainsi sur 14 aspirants acheteurs.

Pronexus, qui est maintenant une société fermée appartenant à ses employés, a réalisé des bénéfices au cours des quatre derniers trimestres — cela à une époque où les dépenses informatiques affichent un ralentissement. L'entreprise a également élargi son effectif, qui est passé de 21 à 30 employés, et prévoit une croissance de 25 pour 100 pour l'exercice en cours.

Comment expliquer la prospérité de Pronexus alors que tant d'autres sociétés informatiques éprouvent des difficultés?

Entreprise : Pronexus
Secteur : Télécommunications/logiciels
Emplacement : Ottawa
Site Web : www.pronexus.com

M. Hannah croit que Pronexus prospère parce qu'elle met l'accent sur ses clients et qu'elle répond à leurs besoins en leur proposant des produits et des services de pointe. Outre le VBVoice^{MC}, Pronexus offre OnCall^{MC}, une gamme de solutions de couplage téléphonie-informatique clés en main fiables qui peuvent être mises en œuvre rapidement et économiquement dans n'importe quel secteur, ainsi que des solutions de CIT personnalisées.

Le fait d'être située à Ottawa est également avantageux pour l'entreprise, déclare M. Hannah, qui souligne à juste titre la réputation de cette ville, véritable centrale des télécommunications et de la conception de logiciels.

« Ottawa nous donne accès à un bassin de travailleurs des technologies de l'information hautement qualifiés et doués, qui aiment la qualité de vie qu'offre cette ville et qui ne veulent pas partir », s'emballe-t-il.

La ville offre également « un contexte commercial positif pour les entreprises de technologie de l'information, ainsi que des coûts de revient concurrentiels. »

CAO l'Ontario

Ministère de l'Entreprise, des Débouchés et de l'Innovation
Direction des communications et des relations publiques
Édifice Hearst, 8^e étage
900, rue Bay
Toronto ON CANADA M7A 2E1

Téléphone : 416 325-6666 • Télécopieur : 416 325-6688

Ministre : L'honorable Jim Flaherty
Ministre associé : David Turnbull
Adjoint parlementaire : D^r Doug Galt
Sous-ministre : Barbara Miller

Directeur de la rédaction : Robert D. Mikel
Ad. élec. : ontariobusiness.program@eoi.gov.on.ca

On peut consulter la version électronique du *Cahier des affaires de l'Ontario* à l'adresse suivante : www.ontario-canada.com.

Ce bulletin est axé sur les affaires en Ontario et vise à dégager les tendances, les possibilités, les défis et les questions qui influent sur le climat économique de la province. Les renseignements qu'il contient proviennent de ministères et d'organismes gouvernementaux et de diverses sources du secteur public jugées fiables. Tous les efforts ont été faits afin d'assurer l'actualité et l'exactitude des renseignements publiés.

The English version of the *Cahier des affaires de l'Ontario* is available under the title *Ontario Business Report*.

Nous vous invitons à nous communiquer vos commentaires et projets de collaboration, par la poste, par télécopieur ou par courriel.